

iFi-Latineco 
www.latineco.com

✉ 25, rue d'Astorg - 75008 Paris - France
☎ 33(0)1 47 42 23 05 - 📠 33(0)1 40 06 90 79
💻 ifi-info@latineco.com

➡ VEILLE-INFOS ◀

AMÉRIQUE LATINE



Conjoncture
économique & politique

Août / Septembre 2005

Source : iFi – BM – FMI – OCDE...	Taux courts	PIB Mds\$			PIB %			Pop.M	Inflation %			Solde commercial (Mds \$)		Réerves internat (Mds \$)		Dette ext. (Mds \$)	Change/\$ (*taux officiel)		Chômage %
		08/05	2003	2004	2005 (p)	2003	2004		2005 (p)	2005	2003	2004	2005 (p)	2004	2003		12/04	08/05	
Argentine	4,5	86	151,5	140	8,8	9,0	7,3	38,9	13,4	6,1	9,0	11,3	15,5	27,0	25,12	126,56	2,9	2,95	11,0
Brésil	19,75	455	604,8	596	0,54	5,2	3,0	181,58	9,3	7,6	7,3	34,1	24,8	43,6	52,9	198,3	2,30	2,95	9,4
Chili	3,25	66,4	94,1	85	3,2	6,1	6,0	15,5	2,8	2,45	2,8	9,1	3,0	15,4	15,7	44,5	540	593	8,7
Colombie	7,4	81,2	97,3	98,1	3,4	3,96	4,0	45	6,5	5,5	54,8	0,3	0,2	8,6	15,1	39	2 318	2 771,5	11,4
Équateur	Nd	24,5	30,2	30,65	2,5	3,5	3,0	13,2	6,9	1,5	1,9	-6,2	Nd	1,8	1,56	10,76	1	1	11,0
Mexique	9,99	637,3	676,5	700	1,2	4,4	3,5	105	3,98	4,5	4,3	-6,0	-5,7	40,8	59,33	163,0	10,77	11,15	3,9
Pérou	2,9	56,7	68,3	62,6	3,8	4,8	5,5	27,2	2,39	3,48	1,5	2,0	0,7	9,7	12,17	30,0	3,26	3,47	8,5
Uruguay	Nd	12,3	13,217	12	3	12,3	6,2	3,24	19,4	7,6	4,5	-0,2	0,0	2,5	2,47	12,4	24,2	29,5	12,2
Venezuela	13,15	99	109,3	98,5	-9,5	17,3	7,0	25,5	31,1	19,8	15,9	14,7	14,8	14,8	32,0	25,0	2 150	1 900	11,8

Indicateurs économiques

Table des Matières

<i>Indicateurs économiques</i>	2
AMERIQUE LATINE	4
<i>Quel impact du yuan réévalué ?</i>	4
<i>Réévaluation des devises</i>	5
<i>Boom de ventes d' entreprises et PIB</i>	5
<i>Trop de pauvreté et de faim</i>	6
<i>Démocratie en danger ... ?</i>	7
<i>... Pas tant que cela !</i>	8
ARGENTINE	9
<i>Croissance élevée en 2005</i>	9
<i>Davantage d'investissement</i>	9
BRESIL	10
<i>Flux de capitaux et croissance économique</i>	10
<i>Peu d'investissement public</i>	10
<i>Principaux produits exportés en juillet et...</i>	11
<i>... importés</i>	11
<i>Lula sur la corde raide !!</i>	11
CHILI	12
<i>Bon climat économique</i>	12
<i>Mieux pour les M&A</i>	12
<i>Moins de chômage</i>	12
<i>Inflation contrôlée</i>	12
COLOMBIE	13
<i>PIB en dessous de la moyenne</i>	13
<i>Bon semestre pour l'industrie</i>	13
<i>Le budget 2006</i>	13
MEXIQUE	14
<i>Bonne croissance économique au 2nd trimestre</i>	14
<i>Le coût de la corruption</i>	14
<i>La croissance ralentit-elle?</i>	15
<i>Le Chili, un marché prometteur pour le Pérou</i>	15
<i>Hausse des revenus pour les Limeños</i>	15
<i>Crise politique</i>	15
URUGUAY	16
<i>Perspectives moins encourageantes</i>	16
VENEZUELA	17
<i>L'inflation de juillet</i>	17
<i>Le discours de Chávez</i>	17

Amérique Latine

Quel impact du yuan réévalué ?

La Chine est en train de devenir le principal acheteur de soja, de minerais de fer, de cuivre, de blé et autres matières premières d'Amérique Latine. Un yuan plus fort par rapport aux devises latino-américaines (et dollar) sera un argument supplémentaire pour continuer et augmenter ses importations.

Évidemment, l'effet sur les produits et le volume d'achats ne sera pas visible immédiatement mais dans le moyen et long terme, selon l'évolution de la croissance économique en Chine et en Amérique Latine.

Aujourd'hui, l'annonce de l'ajustement à la hausse du yuan de seulement 2,1% a un impact surtout psychologique : d'un côté la mesure éveille les perspectives d'augmenter les ventes en Chine et d'un autre côté, de diminuer les importations de produits chinois devenus plus chers...

Théoriquement, le Mexique devrait être le pays le plus bénéficié, car l'explosion des importations de produits chinois de la part des Etats-Unis a été au détriment des exportations mexicaines.

À noter : un autre impact de la réévaluation du yuan devrait avoir dans le tourisme. En effet, les touristes Chinois pourraient profiter d'un pouvoir d'achat plus fort pour voyager dans le monde et particulièrement en Amérique Latine.

Rappel : globalement, la Chine absorbe actuellement près de 40% des exportations latino-américaines et les échanges commerciaux ont représenté, en 2004, 50 milliards de dollars.

Réévaluation des devises

Le flux de capitaux vers l'Amérique Latine a provoqué la hausse la plus élevée du monde des devises de 6 pays latino-américains. Ainsi, le **peso colombien** et surtout le **real brésilien** sont considérés comme les plus « fortes devises » sur les marchés internationaux.

Les devises les plus réévaluées (entre 12/04 et 08/05)		
Devise	Pays	Réévaluation %
- Real	Brésil	13,96
- Peso	Uruguay	9,16
Livre	Egypte	6,46
Shilling	Kenya	5,01
Nouveau Leu	Roumanie	4,68
- Peso	Mexique	4,44
- Peso	Chili	4,17
Roupie	Sri Lanka	3,28
- Peso	Colombie	2,49
Yuan	Chine	2,26
- Peso	Argentine	2,17

Boom de ventes d'entreprises et PIB

En 2004, les conditions favorables pour le placement de matières premières originaires de la Région ont fait grimper les ventes des 500 premières entreprises latino-américaines de 19,6% comparé à 2003. Pour la première fois, l'an dernier, le chiffre d'affaires de l'ensemble d'entreprises leaders a dépassé, 1 000 milliards de dollars.

Dans le palmarès des ventes d'entreprises latino-américaines, le **Mexique** occupe la première place avec 442 milliards de dollars, suivi par le **Brésil** avec 426 milliards de dollars. **À noter** : le nombre d'entreprises **colombiennes** qui figurent dans le classement est passé de 18 à 28 en 2004 tandis que le nombre des entreprises **argentines** diminue avec 32 unités contre 34 en 2003.

Rappel : Le critère pour faire partie du palmarès est celui d'un chiffre d'affaires supérieur à 464 millions de dollars.

Par ailleurs, au cours du premier semestre 2005, l'excédent commercial des pays latino-américains avec les États-Unis a atteint 60,7 milliards de dollars, soit 25,4% de plus qu'au cours de la même période 2004. Dans le semestre, le

Mexique a enregistré un solde favorable de 24,47 milliards de dollars, celui du Brésil atteint 4,65 milliards de dollars et celui du Chili 683 millions de dollars.

Grâce à cet environnement externe favorable et au bon rythme de croissance de la consommation interne, la **Cepal** prévoit que l'ensemble du continent latino-américain devrait enregistrer une croissance de 4,3% en 2005 et de 4% en 2006. Selon la Cepal, **l'Argentine se placerait en tête avec une progression de 7,3%, suivie par le Venezuela avec 7%, l'Uruguay avec 6,2% et le Chili avec 6%**. En revanche, El Salvador et le Paraguay sont les pays avec le plus bas taux de croissance avec, respectivement, 2,5% et 2,8%.

Trop de pauvreté et de faim

Selon la Banque Mondiale, les pays latino-américains et des Caraïbes ont, globalement, un **fort revenu par habitant** et une **espérance de vie élevée** en comparaison avec d'autres régions de la planète. Malgré ces bons indicateurs, une grande partie de la population doit se contenter avec 2 dollars par jour pour pouvoir vivre ce qui prouve que la distribution de la richesse est de plus en plus mauvaise car elle se concentre davantage chaque jour.

Pour assurer un développement durable, il faudrait procéder à des réformes économiques et sociales en profondeur.

Rappel : il y a 10 ans, **l'économie chinoise** était comparable à celle du **Brésil** tandis qu'aujourd'hui elle est 30 fois supérieure. Il y a 50 ans la moyenne des revenus par habitant en Amérique Latine était supérieure à celle de l'Espagne et du Portugal ainsi que celle de la plupart des pays d'Europe orientale ou du sud-est asiatique, tandis qu'aujourd'hui elle est inférieure. Cela ne signifie pas que la situation s'empire en Amérique Latine mais qu'elle ne s'améliore pas à la vitesse qu'il faudrait.

En outre, le PAM-Programme Alimentaire Mondial estime que le **coût de la faim en Amérique Latine atteint 74 milliards de dollars annuels**. La mortalité infantile, le coût des soins dérivés des maladies dues à la malnutrition et les pertes de productivité de la population dépassent le 6% du PIB de chaque pays de la Région.

INDICATEURS DU DEVELOPPEMENT ACTUEL SELON LA BANQUE MONDIALE:

1. **Les formalités pour la création d'un commerce** sont très complexes et prennent trop de temps. Ces inconvénients favorisent l'emploi au noir qui ne bénéficie pas d'avantages sociaux (sécurité sociale, retraite...) avec d'autres aspects négatifs comme, par exemple, l'impossibilité d'accéder à des crédits bancaires. **Rappel** : dans les économies développées, la création d'une entreprise nécessite une moyenne de 56 jours contre 71 en Amérique Latine.

À noter : Au Panama les formalités demandent, en moyenne, 19 jours contre 32 en Argentine.

2. **La population urbaine est de 77%** soit un taux similaire à celui de l'Union Européenne. Cette caractéristique est un point favorable car dans les villes les services de santé, d'éducation... sont plus développés qu'en zone rurale.

3. **L'utilisation d'Internet** est élevée car il y a 100 Latino-américains sur 1 000 qui s'en servent régulièrement. L'Argentine, le Chili, le Costa Rica, le Pérou, la Barbade et la Jamaïque sont les pays les plus branchés à la toile.

Démocratie en danger ...?

Selon le rapport annuel rédigé par **IAD-Inter-American Dialogue** signale que, mise à part **Cuba**, seul pays de la région sous un régime autoritaire, des risques d'instabilité guettent en Bolivie, en Équateur ainsi qu'au Nicaragua et, en moindre mesure, au Pérou, au Guatemala, au Honduras et à El Salvador. Mais, pour le rapport, le pays qui est au centre des préoccupations est le Venezuela, sans oublier Haïti.

Au **Venezuela**, en apparence les formes démocratiques sont respectées mais, peu à peu, le gouvernement d'**Hugo Chávez** écarte les contrôles sur son pouvoir et réduit la concurrence démocratique des partis. Par ailleurs, le pays bénéficie de la hausse du cours du pétrole donnant des moyens pour financer des projets à caractère démagogique à l'intérieur du Venezuela et provocateur sur le plan international. Sur ce dernier point, les relations avec Cuba, le lancement d'une radio « latine » pour concurrencer CNN, la création de sociétés pétrolières avec des pays latino-américains... sont quelques exemples.

En **Bolivie** et en **Équateur** la polarisation entre groupes ethniques et intérêts économiques sont des facteurs d'instabilité. À Haïti, la situation est celle d'un pays en faillite, difficile à contrôler et même avec la présence de troupes sous contrôle brésilien, la violence sévit.

En revanche, en **Argentine**, malgré la débâcle économique de 2001/2002 parallèle à la crise politique, le pays a su conserver et respecter les règles de la démocratie. Le rapport constate, aussi, des progrès en Uruguay, au Brésil, au Chili et même en Colombie.

... Pas tant que cela !

Au cours de ce qui reste de l'année 2005 et en 2006, dans 11 pays latino-américains il y aura des élections présidentielles :

2005			2006		
Pays	Mois	Durée mandat	Pays	Mois	Durée mandat
Haïti	Novembre	4 ans	Costa Rica	Février	4 ans
Honduras	Novembre	4 ans	Pérou	Avril	4 ans
Bolivie	Décembre	4 ans	Colombie	Mai	4 ans
Chili	Décembre	4 ans	Mexique	Juillet	6 ans
			Brésil	Octobre	4 ans
			Nicaragua	Novembre	4 ans
			Venezuela	Décembre	6 ans

Argentine

Croissance élevée en 2005

La Cepal et des experts locaux estiment qu'en 2005 le PIB argentin pourrait grimper de 7% par rapport à 2004. En revanche, en 2006, le rythme devrait ralentir et le taux baisser à 4% à cause des investissements insuffisants et, surtout, à l'accélération de la dépense publique.

Apparemment, la proximité des élections législatives d'octobre n'ont pas influencé l'évolution de l'économie du pays car, au premier semestre, le PIB a augmenté de 9% comparé au même semestre 2004. Ce taux révèle que le résultat des élections ne devrait pas influencer la conduite économique du pays.

À l'origine du taux de croissance se trouve la **hausse des exportations** et les meilleurs résultats de l'**industrie**, de la **construction** et du secteur **agricole** argentins. En effet, les exportations ont crû de 14% par rapport au premier semestre 2004 grâce aux ventes massives de soja à la Chine. Parallèlement, les importations ont augmenté de 300% ce qui montre la reprise économique et la hausse de la consommation, cette dernière favorisée, naturellement, par la récente hausse des salaires.

Davantage d'investissement.

Au 2nd trimestre 2005, l'investissement a augmenté plus de 20% comparé au même trimestre 2004. Bien que la hausse soit importante, elle reste toujours en deçà des besoins pour assurer une forte croissance et elle est plus faible qu'au cours des meilleures années de la décennie 90. Dans le trimestre, l'achat d'équipements durables a crû près de 30% (15,9% au 1^{er} trimestre) et la hausse des investissements dans la **construction** est passée de 12,7% au 1^{er} trimestre à 15% au 2nd trimestre.

Brésil

Flux de capitaux et croissance économique

Au cours des 12 derniers mois, près de 4 milliards de dollars sont entrés dans le pays s'ajoutant au fort volume des exportations. Ces capitaux associés à la baisse du dollar sont des facteurs qui jouent en faveur de la valorisation du real brésilien.

Ainsi, certains analystes craignent que la monnaie du pays soit moins compétitive pour les exportations (**qui continuent de progresser**, malgré tout) et favorise les importations (**qui restent stables**) ce qui provoquerait une baisse du solde commercial (**qui ne cesse d'enregistrer des records successifs...**).

Face à cette situation, certains économistes prônent la mise en place d'un contrôle de capitaux, mesure jugée superflue par le Ministre d'Economie. En effet, **Antônio Palocci** a annoncé que la situation économique du pays reste solide avec un bon rythme de **croissance estimée à 3,4% pour 2005**.

Peu d'investissement public

Selon la **Siafi**, entre janvier et le début du mois d'août, l'exécution des investissements **n'atteignent que 4% des sommes prévues dans le budget 2005 !** Ainsi, des 8,2 milliards de dollars inscrits dans le budget 2005 n'ont été comptabilisés dans les dépenses du Gouvernement que 326,5 millions de dollars.

Cette situation s'ajoute aux malheurs politiques de Lula, car l'opposition ne manque pas de signaler « l'inertie » de son gouvernement.

Principaux produits exportés en juillet et...

Produit	Valeur en M\$	Variation 07/2004 en %
Pétrole brut	850	284,3
Soja	667	2,6
Minerais de fer	653	39,7
Automobiles	410	29,9
Viande de poulet	305	42,3
Viande bovine	278	64,8

... importés

Produit	Valeur Mds\$	Variation 07/2004 %
Biens de capital	1,28	30,0
Matières premières	3,22	15,7
Biens de consommation	0,65	11,5
Combustibles/lubrifiants	0,88	-3,0

Lula sur la corde raide !!

Il ne se passe un jour sans qu'il n'y ait de nouvelles révélations compromettantes pour les plus hauts responsables du parti de Lula et membres du gouvernement, proches du Président. On parle même d'***impeachment*** !

Malgré la gravité de la situation politique, aucun parti d'opposition ne semble vouloir endosser la responsabilité de demander un procès politique de Lula. Les partis politiques se remettent à l'opinion publique pour mettre en jeu le siège présidentiel car ils ne souhaitent pas provoquer une éventuelle crise économique et sociale.

Chili

Bon climat économique

Selon le Banco Central, en juin le PIB a grimpé de 6,4% comparé à juin 2004 soit le plus fort taux pour un mois de juin depuis 10 ans. Parallèlement, le cours du **cuivre** sur les places mondiales est au plus haut ce qui permettrait au pays de dégager un excédent fiscal d'environ 3% du PIB.

Ainsi, pour toute l'année 2005, la Cepal parie sur une progression du PIB de 6% et de 5,5% en 2006.

Mieux pour les M&A

Selon la Cámara de Comercio de Santiago, au cours du premier semestre 2005, les opérations de fusions et acquisitions ont totalisé 2,84 milliards de dollars soit 370% de plus par rapport à la même période 2004.

Du total, 72% correspond à des opérations dans le secteur du commerce (achat d'**Almacenes Paris** par **Cencosud** et de **Din** par **ABC** ainsi que le placement en bourse de 51,7% de **La Polar**) et des télécommunications (l'achat d'**Entel** par **Almendra**).

À noter : les capitaux nationaux sont les principaux acteurs des opérations.

Moins de chômage

Entre avril et juin, le taux de chômage a atteint 8,7% de la population active soit 0,9 point de moins par rapport à la même période 2004. Ainsi, dans le pays il y a 549 770 Chiliens à la recherche d'un emploi. La force de travail du Chili est de 6,33 millions de personnes.

Inflation contrôlée

Selon l'INE, en juillet, la variation de l'IPC a été de 0,6% cumulant, ainsi, 2,4% depuis janvier et 3,1% depuis 12 mois. La hausse de juillet est due, surtout, aux réajustements des prix des transports (+1,5%), du logement (+0,8%), de la santé (+0,7%) et des aliments (+0,6%).

Colombie

PIB en dessous de la moyenne

Avec une croissance du PIB de 4% en 2005, la Colombie se situe dans le 2^{ème} groupe de pays dont la progression est inférieure à la moyenne du Continent qui est de 4,3%.

Bon semestre pour l'industrie

Selon une enquête de l'Andi, au premier semestre le secteur industriel du pays a enregistré une progression de 8,1% comparé au même semestre 2004. Dans la période, les ventes ont grimpé de 8,5% dont 4,3% correspond à la hausse sur le marché colombien.

Des 27 secteurs étudiés, seulement 6 ont présenté des résultats négatifs dans la production/vente : tabac, chaussure, cuir, textile, bois, machines.

Par ailleurs, la moyenne du taux d'utilisation de la capacité installée a atteint 78,8% et, pour certains secteurs 85,0%.

Le budget 2006

Les dépenses prévues dans le budget 2006 du gouvernement central atteignent 41 milliards de dollars soit 13,1% de plus qu'en 2005. Le budget des entités autonomes s'élève à 4,35 milliards de dollars.

La hausse des dépenses est due au financement des élections législatives et présidentielles ainsi que les fonds supplémentaires destinés à la santé, l'éducation et surtout à la **défense et la police**.

Pour financer ces dépenses, l'État compte avec les revenus fiscaux (19,35 milliards de dollars), 16,7 milliards de dollars sur le marché de capitaux et le reste sera couvert par la vente d'actifs et d'autres excédents financiers.

À noter : les 965 309 fonctionnaires du pays pèsent 8,83 milliards de dollars dans le budget de l'État.

Mexique

Bonne croissance économique au 2nd trimestre

Selon les autorités, au 2nd trimestre le PIB a grimpé de près de 4% comparé au même trimestre 2004. Les principaux moteurs de cette embellie ont été la hausse de la **consommation interne** et le dynamisme des **exportations**. Ces dernières ont bondi de 13,4% au cours du 2nd trimestre (celles de pétrole de 34,2%).

Parallèlement, entre fin 2004 et le 15 juillet 2005, le pays comptait **317 775 nouveaux salariés** cotisant dans le système de sécurité social. Par ailleurs, les **travailleurs indépendants** pourront, désormais, avoir accès à des fonds de pension, possibilité reconnue autrefois seulement aux salariés dûment déclarés.

Enfin, au premier semestre, les **transferts de fonds des émigrés** mexicains ont totalisé 9,278 milliards de dollars soit 17,77% de plus par rapport au même semestre 2004. Entre juin 2004/juin 2005 les fameuses « *remesas* » ont atteint 18 milliards de dollars soit 20% de plus comparé à la même période précédente. Au total, en 2005, les prévisions tablent sur 19,2 milliards de dollars transférés par les émigrés mexicains résidant, principalement, aux États-Unis. **À noter** : bien que la somme globale soit très élevée les études de la BID et du Ministère des Finances du Mexique montrent que les montants qui parviennent aux familles restent faibles. Les fonds sont utilisés, presque en totalité, à améliorer le confort des foyers (achat de briques, de ciment, de carrelage, d'articles de plomberie...) et à l'équipement en électroménager. Les montants réservés à l'épargne sont marginaux.

Le coût de la corruption

Selon une étude, les pertes causées par la corruption atteignent 12% du PIB du pays. Ces pratiques sont utilisées très tôt car on a constaté que même des enfants de 12 ans proposent des pots de vin à leurs professeurs pour avoir de meilleures notes...

L'enquête menée auprès des PME révèle que 63% des entreprises interrogées ont été victimes de fraudes et 43% verse des « **mordidas** » (pots de vin) régulièrement à des fonctionnaires ou représentants de l'État.

Au total, les PME utilisent 10% des revenus pour ce genre de pratiques ce qui représente 29,7 milliards de dollars annuels (4,5% du PIB du pays).

Pérou

La croissance ralentit-elle?

L'INEI a annoncé qu'en juin, le PIB a crû 4,63% soit le plus bas taux de l'année 2005. Malgré ce recul, entre janvier et juin 2005, l'économie du pays a progressé de 5,89% comparé au même semestre 2004. Ce qui est, quand même, un bon score.

En juin, la production agricole a grimpé de 8,55% grâce à la progression des cultures de riz, de coton et de pomme de terre. Le secteur laitier a aussi contribué de façon positive ainsi que l'aviculture et l'élevage. En revanche, le secteur de la pêche a chuté de 13,19% par rapport à juin 2004.

Le secteur des mines et des hydrocarbures a progressé de 8,5%, favorisé par la hausse des prix du pétrole et de l'or.

Le Chili, un marché prometteur pour le Pérou

Entre juin 2004 et juin 2005, les exportations au Chili de près de 1 000 entreprises péruviennes ont grimpé de **73%**. Actuellement, les échanges commerciaux entre les 2 pays s'élèvent à **1,6 milliard de dollars**, ayant dégagé un solde favorable de 500 millions de dollars pour le Pérou.

Hausse des revenus pour les Limeños

Entre juillet 2004 et juillet 2005, les revenus moyens mensuels dans les différents secteurs des environs de Lima ont progressé de 6,9% pour le Centre, de 6,2% pour le Nord et de 4,2% pour le Sud. En revanche, à El Callao (port de Lima), les revenus ont chuté, en moyenne, de 7,8%. Dans Lima, la progression moyenne atteint 1,6%.

Crise politique

Après la démission des Ministres Président du Conseil, des Affaires Étrangères et du Logement, le Président Toledo a demandé celle de tous les membres de son gouvernement. Le Ministre d'Économie, **Pedro Pablo Kuczynski**, est le nouveau Président du Conseil qui compte 15 Ministres dont 6 nouveaux.

Uruguay

Perspectives moins encourageantes

Selon une enquête réalisée auprès du secteur industriel montre que depuis mars les attentes des entreprises sont devenues moins optimistes et à partir de juin/juillet le pessimisme s'est intensifié.

L'étude signale qu'en juin les ventes du secteur industriel n'ont progressé que de 4% par rapport à juin 2004 totalisant une hausse de 7% au cours du premier semestre.

Le ralentissement de juin est dû à la chute des ventes de 2% sur le marché interne qui a été compensée par une hausse de 8% des exportations.

La plus forte progression des ventes a été enregistrée par les aliments et les boissons (7%), les produits en métal, les machines et équipements (6%) et le bois/papier/cellulose (3%). En revanche les ventes du secteur du textile ont reculé de 7%.

Par ailleurs, entre mai et juillet, l'emploi a reculé avec la perte de 8 500 postes de travail en même temps que le nombre de demandeurs d'emploi diminuait. Cette réduction n'est due par la hausse d'embauches mais par la diminution de personnes qui recherchent un travail.

Au total, dans le pays il y a 144 500 personnes à la recherche d'un emploi.

Venezuela

L'inflation de juillet

L'IPC de juillet a grimpé de 0,9% contre 0,6% en juin. Les plus fortes variations ont été enregistrées dans les secteurs non contrôlés de l'économie du pays qui, eux, ont bondi de 1,2% dans le mois. En revanche, les prix des secteurs sous contrôle ont reculé de 0,5%. En juillet, les prix de gros ont crû de 0,8% poussés par la hausse des produits alimentaires : +15,7% entre janvier et juillet.

Selon les segments sociaux, le détail de l'inflation montre qu'entre janvier/juin 2005, la classe la plus défavorisée a supporté une progression de 7,8% face à une hausse de 7,9% pour la classe moyenne basse et de 8,3% pour la classe moyenne haute.

L'objectif d'atteindre une inflation de 15,3% pour toute l'année 2005 semble compromis à cause de la forte hausse des revenus du pays générés par la progression du prix du pétrole et l'expansion de la dépense publique. Par ailleurs, le Banco Central de Venezuela devrait transférer près d'un milliard de dollars supplémentaires au Trésor Public.

Les discours de Chávez

Dans un discours fleuve de 3 heures, le Président vénézuélien a déclaré récemment **qu'il s'attachera à sauver le monde de l'impérialisme nord-américain, pour éviter qu'il s'impose à toute la planète.**

Truffé de références épico-historiques de Simon Bolivar, **Hugo Chávez** a appelé à inventer un nouvel ordre mondial et national. Par ailleurs il a déclaré qu'il se dit prêt à rester au pouvoir jusqu'en 2030 et non plus jusqu'en 2021 comme prévu.

Par ailleurs, lors d'une tournée latino-américaine, le Président Chávez a réitéré que, d'ici la fin de 2005, le Venezuela disposera de 6 milliards de dollars pour être investis dans les pays de la Région. Ces fonds seront utilisés à l'étranger afin d'éviter une aggravation du taux l'inflation du pays.

Dans une autre émission radiodiffusée, la célèbre **Allô Président**, Hugo Chávez a, aussi, fustigé son gouvernement : entre autres, il n'est pas satisfait de la manière, trop lente, de gérer le problème du **logement** dans le pays...